



Point de l'ordre du jour 2

CX/NFSDU 10/32/2

PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES
COMITÉ DU CODEX SUR LA NUTRITION ET LES ALIMENTS DIÉTÉTIQUES OU DE
RÉGIME

Trente-deuxième session

Crowne Plaza Hotel, Santiago, Chili

1 – 5 novembre 2010

QUESTIONS SOUMISES AU COMITE PAR LA COMMISSION DU CODEX
ALIMENTARIUS ET/OU D'AUTRES COMITES DU CODEX

A. DÉCISIONS GÉNÉRALES DE LA 32^E SESSION DE LA COMMISSION DU CODEX
ALIMENTARIUS (Genève, Suisse, 5 – 9 juillet 2010)

1. La Commission a adopté plusieurs amendements au Manuel de procédure ainsi que 38 normes Codex ou textes connexes nouveaux ou révisés élaborés par les comités et groupes spéciaux du Codex. Elle a également approuvé un certain nombre de propositions de nouveaux travaux ainsi que des propositions d'interruption des activités. Une liste complète de ces textes et les détails de leur examen sont inclus dans ALINORM 10/33/REP qui est disponible à l'adresse : <http://www.codexalimentarius.net>.

B. DÉCISIONS PRISES A LA 33^E SESSION DE LA COMMISSION RELATIVES AUX
TRAVAUX DU COMITÉ.

2. Les textes suivants, examinés et adoptés par la Commission, sont directement liés aux travaux du Comité du Codex sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime (CCNFSDU).

PROJETS DE NORME À L'ÉTAPE 8

3. La Commission a adopté le projet de normes et textes apparentés à l'étape 8 soumis par ses organismes subsidiaires (y compris ceux soumis à l'étape 5 en recommandant d'omettre les étapes 6 et 7), ainsi que d'autres normes et textes apparentés soumis pour adoption, tels que présentés à l'annexe III de l'ALINORM 10/33/REP.

PROJETS DE NORMES CONSIDÉRÉS À L'ÉTAPE 5

4. La Commission a adopté les avant-projets de normes et textes apparentés à l'étape 5 soumis par ses organismes subsidiaires tels que présentés à l'annexe IV de l'ALINORM 10/33/REP, et les a fait passer à l'étape 6. Les paragraphes suivants fournissent des informations supplémentaires sur les observations faites et les décisions prises par rapport à certains de ces points.

***Principes généraux pour l'établissement de valeurs nutritionnelles de référence pour les vitamines et les sels minéraux pour la population générale*¹**

5. La délégation d'Afrique du Sud considère que les valeurs des VNR proposées sont trop faibles, surtout en prenant compte la prévention des maladies chroniques et la malnutrition et que, en conséquence, des allégations relatives à la teneur en éléments nutritifs seraient faites pour une plus large gamme d'aliments, mais ne bénéficieraient pas aux consommateurs et, ainsi, la détermination de valeurs des VNR adéquates devrait revenir aux autorités nationales de décider sur la base des profils

¹ ALINORM 10/33/REP, paragraphes 67-68

nutritionnels. Un observateur, bien qu'il soutienne les avis exprimés par la délégation susmentionnée, est d'avis que la définition d'apport maximum tolérable doit également être clarifiée avant de procéder à l'adoption de ce document à l'étape 5.

6. Quelques délégations ont rappelé que ce document traite des principes généraux des VNR, et non pas des éléments nutritifs spécifiques, et étaient favorables à son adoption. Après une courte discussion, la Commission a adopté les Principes généraux pour l'établissement de valeurs nutritionnelles de référence pour les vitamines et les sels minéraux pour la population générale à l'étape 5, et a encouragé tous les membres et observateurs intéressés de soumettre à nouveau leurs observations techniques au Comité.

ÉLABORATION DE NOUVELLES NORMES ET TEXTES APPARENTÉS

7. La Commission a approuvé l'élaboration de nouvelles normes et de textes apparentés comme récapitulé à l'annexe VI de l'ALINORM 10/33/REP. Les paragraphes suivants fournissent des informations supplémentaires sur les observations faites et les décisions prises par rapport aux points suivants.

Établissement des valeurs nutritionnelles de référence (VNR) spécifiques aux éléments nutritifs associés au risque de maladies non transmissibles liées au régime alimentaire pour la population générale²

8. La délégation de Malaisie soulignait que la science nécessaire pour développer des VNR spécifiques aux éléments nutritifs associés au risque de maladies non transmissibles n'était actuellement pas encore concluante. La Malaisie a estimé que le Codex devrait mettre l'accent sur la révision des VNR spécifiques aux vitamines et aux sels minéraux, car elles ont une application plus large pour la population générale et qu'il existe plus d'informations scientifiques fondées pour permettre leur établissement. La délégation a également attiré l'attention de la Commission sur le fait que seuls quelques pays utilisaient l'ensemble existant des VNR à des fins d'étiquetage et que la plupart des législations nationales utilisaient leurs propres DJR ou RDI à des fins d'étiquetage, c'est la raison pour laquelle ils sont fermement opposés aux nouveaux travaux proposés dans ce domaine.

9. Le représentant de l'OMS a attiré l'attention de la Commission sur le fait que les nouveaux travaux proposés sur « L'établissement des VNR pour les éléments nutritifs associés au risque de MNT » étaient l'une des actions proposées destinée au CCNFSDU et le CCFL, dans le projet de plan pour la mise en œuvre de la stratégie mondiale de l'OMS sur l'alimentation, l'activité physique et la santé, qui a été développé à la demande de la 28^e session de la Commission en 2005, et que le CCFL et le CCNFSDU avaient tous deux longuement discuté ces propositions d'action ces dernières années. Le représentant a souligné que les nouveaux travaux proposés étaient opportuns, étant donné la disponibilité croissante des preuves scientifiques sur les éléments nutritifs associés au risque de MNT liées au régime alimentaire les dix dernières années, y compris la Consultation mixte d'experts FAO/OMS sur les graisses et les acides gras dans l'alimentation humaine la plus récente en 2008. Le représentant a indiqué qu'il y avait un consensus clair parmi les experts sur la force des arguments relative aux associations de différents types de graisses et d'acides gras et les différentes MNT liées au régime alimentaire, par exemple, et que le seul résultat peu concluant de la discussion parmi les experts était les points en relation avec le total des lipides. C'est la raison pour laquelle, en février 2010, l'OMS a lancé une procédure de révision systématique des effets pour l'apport de lipides totaux sur l'obésité et autres MNT liées au régime alimentaire par le nouveau processus de développement des directives de l'OMS afin de fournir d'autres preuves scientifiques pour développer une directive claire sur les effets pour l'apport de lipides totaux pour les MNT liées au régime alimentaire. Le représentant a indiqué que les résultats des révisions systématiques devaient être disponibles à la fin de cette année et soulignait que les travaux étaient très opportuns compte tenu des travaux en cours effectués par l'OMS en développant des principes directeurs et un cadre de profils nutritionnels.

10. La Commission a noté que le Comité sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime et le CCEXEC ont recommandé de démarrer les travaux dans ce domaine et, après une courte discussion, approuvé les nouveaux travaux sur l'établissement des valeurs nutritionnelles de référence

² ALINORM 10/33/REP, paragraphes 80-82

(VNR) spécifiques aux éléments nutritifs associés au risque de maladies non transmissibles liées au régime alimentaire pour la population générale, avec la réserve exprimée par la délégation de Malaisie.

C. QUESTIONS DÉCOULANT D'AUTRES COMITÉS ET GROUPES SPÉCIAUX DU CODEX

64^e SESSION DU COMITÉ EXÉCUTIF DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS (CCEXEC)

Étude sur la rapidité du processus d'établissement des normes du Codex³

11. Le représentant de la FAO a déclaré que la FAO et l'OMS étaient entrain d'installer un mécanisme avec une structure similaire à JEMRA afin de donner un avis scientifique au CCNFSDU. Dans certains cas par le passé, la structure manquante pour l'avis scientifique relatif à des questions sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime a conduit à des retards dans les travaux du CCNFSDU.

12. Le Comité a noté l'utilisation extensive des réunions des groupes de travail électronique avant les sessions par le CCNFSDU.

38^e SESSION DU COMITÉ DU CODEX SUR L'ÉTIQUETAGE DES DENRÉES ALIMENTAIRES (CCFL)

Questions soumises au Comité du Codex sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime (CCNFSDU)⁴

13. Le Comité note que le CCNFSDU était d'accord de recommander au CCFL d'établir une définition pour le terme « valeurs nutritionnelles de référence » et a proposé comme base de discussion le projet de définition suivant : « *Les valeurs nutritionnelles de référence sont un ensemble de valeurs numériques établies et utilisées à des fins d'étiquetage nutritionnel* ». Le CCNFSDU a également proposé d'étendre la définition afin d'inclure la base sur laquelle les VNR sont déterminées en ajoutant « et sont basées sur les données scientifiques des exigences nutritionnelles » et « et/ou les valeurs nutritionnelles associées au risque de maladies non transmissibles liées au régime alimentaire » mais le CCNFSDU n'est pas parvenu à un accord sur ce point.

14. Le Comité a convenu qu'il y avait une nécessité pour une définition des VNR et différentes délégations ont manifesté leur soutien pour la formulation proposée par le CCNFSDU.

15. Les délégations du Canada, des États-Unis d'Amérique et de l'Union européenne ont proposé de préparer un projet de document de proposition demandant de nouveaux travaux sur une définition pour les valeurs nutritionnelles de référence pour discussion au point 12 de l'ordre du jour.

Proposition pour de nouveaux travaux sur une définition pour les valeurs nutritionnelles de référence (VNR)⁵

16. Au regard de son accord précédent de développer une définition pour les valeurs nutritionnelles de référence (VNR) en réponse à une demande du Comité sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime (voir point 2 de l'ordre du jour), le Comité a pris en considération le projet de document de proposition présenté dans un CRD 20 et a apporté quelques modifications éditoriales.

17. Le Comité a convenu de démarrer de nouveaux travaux sur une définition des VNR comme proposé dans le projet de document (annexe XII). Sous réserve d'approbation par la Commission, le Comité a convenu que les observations seraient demandées par une lettre circulaire par rapport au texte proposé par le CCNFSDU (CX/CF 10/38/2) et que la délégation du Canada fournissent un projet de définition proposée pour examen lors de la prochaine session, basé sur ces observations.

³ ALINORM 10/33/3A, paragraphes 111, 112

⁴ ALINORM 10/33/22, paragraphes 11 – 13

⁵ ALINORM 10/33/22, paragraphes 190 – 191

Document de travail sur les dispositions d'étiquetage traitant les ingrédients alimentaires identifiés dans la Stratégie mondiale sur le régime alimentaire, l'activité physique et la santé⁶

18. La délégation du Canada a noté que le CCFL a demandé que le CCNFDSU considère l'établissement de conditions d'allégations prises en compte pour l'utilisation de l'étiquetage se rapportant au sel, aux acides gras trans et aux sucres ajoutés.

19. La délégation rappelait que le CCNFDSU avait estimé que l'établissement d'allégations en rapport avec le sel présentait des avantages, mais il n'y a pas eu un consensus clair pour les allégations se rapportant aux acides gras trans et aux sucres ajoutés. Le CCNFDSU a demandé au CCFL d'identifier les allégations spécifiques qui présentent un intérêt et alors le CCNFDSU serait en position de développer les conditions correspondantes pour ces allégations.

20. Le Comité a débattu de la manière de répondre à la question du CCNFDSU. La question de demander le CCNFDSU de considérer les critères pour les allégations se rapportant aux acides gras trans a été discutée. Différentes délégations étaient d'avis que cela ne serait pas approprié étant donné que le Comité n'avait pas démarré de nouveaux travaux pour les allégations se rapportant aux acides gras trans, et qu'elles n'étaient pas en faveur de tels travaux, car il pouvait y avoir des différences régionales.

21. Il a été suggéré que de tels travaux pouvaient être inclus dans le document de projet et le mandat des groupes de travail précédemment établis.

22. Après quelques discussions, le Comité était en faveur de demander à la Commission de nouveaux travaux en prenant en compte de l'ajout des allégations relatives à la teneur en éléments nutritifs en relation avec les acides gras trans (voir annexe V) et de discuter ces travaux dans les groupes de travail précédemment établis (voir paragraphes 96 - 97). Il n'y a pas eu de consensus pour démarrer des travaux relatifs aux allégations sur l'absence d'acides gras trans, car il a été convenu que cela pourrait être reconsidéré à la lumière des résultats des groupes de travail.

23. Quelques délégations ont noté que la section 3.2.1.4 des *directives concernant l'étiquetage nutritionnel* permet une déclaration supplémentaire d'éléments nutritifs traitant ceux qui devraient être limités dans le régime ainsi que ceux avec des apports inadéquats.

24. Dans la discussion il a été mentionné qu'il semble y avoir une erreur éditoriale de l'utilisation de la note de bas de page 3 dans le tableau des conditions régissant la teneur en éléments nutritifs dans les *Directives pour l'emploi des allégations relatives à la nutrition et à la santé* (CAC/GL 23-1997). La note de bas de page devrait en fait s'appliquer à l'ensemble des quatre allégations en relation avec les gras saturés et le cholestérol. Le Comité a décidé de proposer à la Commission d'amender les tableaux comme indiqué à l'annexe VI dans le cadre de changements éditoriaux des normes et textes apparentés du Codex.

26^e SESSION DU COMITÉ DU CODEX SUR LES PRINCIPES GÉNÉRAUX (CCGP)

Examen des politiques d'analyse des risques des Comités du Codex⁷

aspects généraux

Le Comité a convenu que les politiques d'analyse des risques développées par les Comités du Codex s'inscrivaient généralement dans la logique des *Principes de travail pour l'analyse des risques*, qui était conforme au mandat donné au Comité en vertu de l'activité 2.1. Le Comité a également convenu de poursuivre l'examen présenté dans CL 2010/1-GP aux comités concernés pour leur examen et la révision de leurs politiques d'analyse des risques, ce qui lancerait l'activité 2.2 du plan stratégique. La section pertinente du CL est jointe à l'annexe.

définition de « danger »

⁶ ALINORM 10/33/22, paragraphes 105 - 111

⁷ ALINORM 10/33/33, paragraphes 56 – 58

25. L'observateur du CRN soulignait que la définition de danger dans le Manuel de procédure, référant à « agent » était différente des définitions utilisées dans les documents scientifiques faisant autorité en relation avec l'évaluation des risques associés aux nutriments, qui référerait à « effet », il proposait ainsi d'insérer la note de bas de page suivante à la définition de « danger » dans le Manuel de procédure : « *La définition de danger en tant qu'agent diffère de la définition en tant qu'effet dans de nombreuses références scientifiques faisant référence citées par de nombreux comités du Codex dans leurs documents d'analyses de risques. Cette différence ne devrait pas être interprétée comme initiant un quelconque conflit dans l'interprétation ou l'application des principes de travail de l'analyse des risques.* »

26. Quelques délégations étaient d'avis que l'actuelle définition de « danger » était en adéquation avec la définition de dangers associés aux éléments nutritifs et qu'il n'était pas nécessaire de la réviser ou d'inclure une note de bas de page supplémentaire. Une autre délégation proposait de modifier la présente définition, il a également été suggéré de référer cette proposition au CCNFSDU étant donné qu'elle était essentiellement apparentée à l'évaluation des risques nutritionnels.

27. À ce stade, le comité n'a pu parvenir à une conclusion sur cette proposition et, compte tenu de l'importance générale de la définition de « danger », il a convenu de faire part de la proposition susmentionnée aux comités concernés (CCFA, CCCF, CCRVDF, CCPR, CCNFSDU, CCFH) pour avis et considérer cette question lors de sa prochaine session, prenant en compte les points de vue de ces comités.

42^e SESSION DU COMITÉ DU CODEX SUR LES ADDITIFS ALIMENTAIRES (CCFA)

Dispositions relatives aux additifs alimentaires dans la Norme pour les préparations destinées aux nourrissons et les préparations données à des fins médicales spéciales aux nourrissons (CODEX STAN 72-1981)⁸

28. Le Comité a noté que le CCNFSDU était toujours en attente d'un conseil sur un nombre de dispositions relatives aux additifs alimentaires présenté par la 28^e Session du CCNFSDU au CCFA et acceptait l'offre l'obligeante de la délégation suisse d'examiner les points qui étaient encore en attente d'avis par le CCNFSDU et de préparer un document de travail contenant des propositions sur la manière d'aborder ces questions.

29. Un observateur soulignait l'importance de ces travaux pour quelques pays africains et exprimait sa volonté de fournir les informations disponibles sur la gomme arabique (INS 414).

31^e SESSION DU COMITÉ CODEX SUR LES MÉTHODES D'ANALYSE ET D'ÉCHANTILLONAGE (CCMAS)

Approbation des dispositions de méthodes d'analyses dans les Normes Codex⁹

30. Le rapport du groupe de travail était présenté par son président, Dr Roger Wood (Royaume Uni). Le Comité a considéré les méthodes proposées pour l'approbation, et en plus des changements éditoriaux effectués, a fait les amendements et les recommandations présentées ci-dessous.

Méthodes pour les fibres alimentaires¹⁰

31. Suite à l'adoption des dispositions pour les fibres alimentaires dans le tableau des conditions applicables aux allégations *Directives pour l'emploi des allégations relatives à la nutrition et à la santé*, le Comité du Codex sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime a finalisé les méthodes d'analyse des fibres alimentaires lors de sa dernière session (2009).

32. Le Comité a noté que le groupe de travail avait longuement traité les méthodes proposées pour la détermination des fibres alimentaires, mais n'est pas parvenu à une conclusion sur la pertinence de différentes méthodes et sur leur type, et a convenu que certaines délégations intéressées allaient

⁸ ALINORM 10/33/12, paragraphes 168 – 169

⁹ ALINORM 10/33/23, Annexe II

¹⁰ ALINORM 10/33/23, paragraphes 71 – 78

préparer une liste révisée afin de clarifier les produits couverts et les composants des fibres alimentaires déterminés par les méthodes proposées.

33. La délégation des États-Unis d'Amérique et l'observateur de l'AOCS ont informé le Comité que le tableau révisé dans CRD 21 avait pris en compte les caractéristiques des différentes méthodes AOAC et AAAC.

34. Le Comité a noté que la plupart de ces méthodes étaient empiriques et que certaines d'entre elles pouvaient se recouper, c'est la raison pour laquelle il a été convenu qu'elles pouvaient être approuvées comme une méthode de type IV afin de les rendre disponible comme méthodes Codex, et ont demandé au CCNFSDU de définir plus précisément leur champ d'application. Il a été convenu que d'autres approbations de ces méthodes seraient considérées lorsqu'une telle clarification serait disponible, car certaines d'entre elles pourraient être pertinentes en tant que méthode de type I.

35. Le Comité a également effectué quelques amendements spécifiques et observations à la liste de méthodes, comme suit. Il a été proposé d'amender le titre du premier groupe de méthodes afin de refléter qu'elles mesurent la fraction de poids moléculaire le plus élevé des fibres alimentaires, sur la base de la solubilité et non pas du nombre d'unités monomériques. Toutefois, le titre actuel a été maintenu, en prenant en compte la définition des fibres alimentaires.

36. Pour les deux premières méthodes dans la liste, il a été convenu de clarifier quel composant des fibres alimentaires était déterminé en vertu des « dispositions ». Bien qu'une proposition ait été faite pour amender la description du produit pour faire référence aux denrées alimentaires spécifiques étudiées dans des études en collaboration, il a été rappelé que la définition de fibres alimentaires s'appliquait à toutes les denrées alimentaires. Le terme général « toutes les denrées alimentaires » a ainsi été retenu, avec une description supplémentaire des produits concernés dans certains cas. Il a également été rappelé que, selon la note de bas de page 1, les utilisateurs devaient consulter la description de chaque méthode pour les différentes matrices alimentaires concernées.

37. Le Comité a discuté la proposition de supprimer la méthode AOAC 2001.03, car certaines délégations considéraient que cela avait été remplacé par la méthode AOAC 2009.01 validée plus récemment, toutefois le Comité n'a pas pu parvenir à une conclusion sur cette question, et a convenu de demander le CCNFSDU de clarifier la nécessité de cette méthode.

38. Le Comité a convenu de supprimer la méthode AAAC Intl 32 06 01 ou AOAC 992.16 étant donné qu'elle s'applique à la même analyse et matrices que AOAC 991.43 et compte double les fibres, et la méthode AAAC Intl 32-22- 01 ou AOAC 992.28 étant donné qu'elles mesurent les mêmes composants que AOAC 995.16, elles ne sont pas utilisées et les ensembles ne sont plus disponibles.

Annexe

Examen des politiques d'analyse des risques des Comités du Codex (CL 2010/1-GP) (sections pertinentes)**Remarques générales**

Différents ensembles de principes d'analyse des risques existent déjà, tous ont été développés après que les *Principes de travail* aient été adoptés. Tous les comités concernés ont développé leurs politiques d'analyse des risques et certains d'entre eux discutent encore de nouveaux points ou révisent leurs approches de la gestion du risque, ce qui pourrait engendrer de nouveaux développements ou des mises à jour dans un futur proche.

Toutefois, cela ne devrait pas empêcher le Comité de lancer l'examen des principes actuels des analyses de risques dans les domaines pertinents, tout en reconnaissant que certains textes considérés pourraient être amendés et reconsidérés. Le Comité sur les Principes généraux peut également faire quelques recommandations générales aux Comités qui sont toujours entrain d'examiner ou de développer les politiques d'analyses de risques afin d'assurer la cohérence avec les *Principes de travail*.

En tant que remarque générale, il peut être noté que le format des principes d'analyses de risques développé par les Comités du Codex ne suit pas toujours la structure des Principes de travail et les composants des analyses de risques, mais plutôt une description des différentes responsabilités et les tâches effectuées par le Comité concerné et les comités d'experts fournissant un avis scientifique.

Le Comité sur les Principes généraux peut considérer une recommandation générale destinée aux comités concernés pour réviser leurs documents afin de suivre la structure des Principes généraux et procéder conformément aux composants des analyses de risques. Dans plusieurs cas, il ne sera pas nécessaire d'apporter des amendements substantiels, il s'agira plutôt de réorganiser le texte.

Lors de la dernière session du Comité, il a été noté que les différences dans les documents peuvent résulter de la nature des risques spécifiques considérés et que la révision devrait prendre en compte ces spécificités (comme les risques chimiques et microbiologiques par rapport à la sécurité alimentaire, et l'application de l'analyse des risques sur les questions relatives à la nutrition). Toutefois, il y a également des différences substantielles dans la structure des principes d'analyses de risques développés pour prendre en compte les risques chimiques en relation avec les additifs, les contaminants, les médicaments vétérinaires et les résidus de pesticides, entre eux ou en comparaison avec les *Principes de travail*.

Une autre remarque générale est que dans différents documents sur les analyses de risques, la section sur la politique d'évaluation des risques est manquante en tant que section distincte, bien que différents éléments d'une telle politique peut apparaître dans le texte. Lors de la dernière session du Comité sur les Principes généraux, il a été souligné que l'établissement de politiques d'évaluation des risques était essentiel pour les procédés d'analyses de risques, et que différents éléments devaient être considérés lors de l'examen des politiques d'analyses de risques.

Alors que les *Principes de travail* considèrent uniquement les composants des analyses de risques, il peut être noté que des éléments de procédure sont également inclus dans différentes sections de documents spécifiques qui peuvent entraîner une répétition de textes apparaissant ailleurs dans le Manuel, comme la Procédure d'élaboration de critères pour de nouveaux travaux. Une recommandation générale pourrait être de seulement se concentrer sur le processus d'analyses de risques et d'éviter de répéter les éléments de procédure dans les documents d'analyses de risques, bien que cela ne puisse pas toujours être facile dans la pratique, surtout en considération des nouveaux travaux relatifs au processus de priorisation.

Lors de la dernière session, le Comité a brièvement discuté les dispositions présentées dans les annexes des documents de politique des risques, comme les exigences et critères de données pour la priorisation, et il a été convenu qu'ils seraient pris en compte dans l'examen des principes d'analyses de risques. Ces textes ont été pris en considération selon leur pertinence par rapport aux principes et politiques d'analyses de risques pour chaque domaine spécifique de sécurité des aliments.

Nutrition et aliments diététiques ou de régime

Lorsque les *Principes de travail* ont été développés, ils étaient principalement destinés à prendre en compte les analyses de risques dans le contexte des dangers chimiques et microbiologiques et garantir la sécurité des aliments. Du fait que les Principes sont d'application générale, ils ont été pris en compte dans le développement des *Principes de l'analyse des risques nutritionnels pour application dans les travaux du CCNFSDU*. Toutefois, en raison de la nature du sujet et de l'addition des aspects sanitaires en plus de la sécurité des aliments, il était nécessaire d'introduire différents nouveaux concepts et définitions qui étaient spécifiquement demandés pour développer le concept de l'analyse des risques comme appliqué à la nutrition. C'est la raison pour laquelle une comparaison avec les *Principes de travail* ne pourrait pas être aussi pertinente que dans le cas des principes d'analyses des risques abordant les dangers chimiques ou microbiologiques, et seules quelques remarques sont présentées ci-dessous.

Les *Principes de l'analyse des risques nutritionnels* suivent généralement les *Principes de travail* quant à la description de l'évaluation des risques et de la gestion des risques. Il n'y a pas de dispositions spécifiques concernant la communication des risques, uniquement une référence à la section correspondante dans les *Principes de travail*, et cette section peut être développée plus en avant en prenant en compte les spécificités de l'évaluation des risques nutritionnels, le cas échéant.

Concernant l'ordre des sections, la dernière section *Sélection du responsable de l'évaluation des risques par le CCNFSDU* inclut uniquement deux paragraphes qui peuvent également être transférés à d'autres sections. Le paragraphe 33 pourrait être inséré au début du document, sans la section 1 par exemple, qui identifie le responsable de la gestion des risques et pourrait également faire référence au responsable de l'évaluation des risques.

Le paragraphe 34 fait référence à la demande de l'évaluation des risques formulée par le CCNFSDU et pourrait être transféré à la section sur la *formulation des problèmes nutritionnels* ou dans la *gestion des risques nutritionnels*, plutôt que de l'inclure à la fin du document.